

monsieur l'Orateur, comme le démontrent les manœuvres et le remue-ménage auxquels il se livre depuis qu'il a fait ces prévisions. Il m'est impossible de croire que le gouvernement avait prévu ce qui est arrivé mais n'a rien fait pour l'empêcher. Je suis disposé à croire que le gouvernement est incompétent, mais je ne suis pas disposé à croire qu'il avait anticipé les niveaux actuels de chômage, par exemple, dans la province de Québec, la Colombie-Britannique et les provinces atlantiques. Je ne puis croire que le ministre et ses collègues avaient anticipé et accepté ce niveau de chômage, malgré les dures remarques du premier ministre (M. Trudeau) quant au degré de chômage qu'il est disposé à accepter. Je vois bien que le gouvernement est d'une suffisance absurde, mais je ne le crois pas si cruel.

L'un des aspects les plus alarmants de la situation économique au Canada à l'heure actuelle, c'est que, en dépit de ces erreurs colossales de prédiction et de jugement, le ministre des Finances croit toujours que ses prévisions étaient bonnes. Sa capacité de s'illusionner dépasse presque le degré de suffisance que manifeste le gouvernement.

Le budget de mars témoignait d'une grave erreur de jugement. Déjà, on avait trop laissé ralentir l'économie. Le Conseil économique du Canada et d'autres ont sonné l'alarme. Il est inexcusable de continuer délibérément à ralentir l'économie outre mesure et d'en maintenir l'expansion en deçà du taux d'accroissement de l'effectif ouvrier, ce qui entraîne une hausse du chômage.

Pourquoi le gouvernement a-t-il si mal jugé les perspectives l'an dernier? S'agissait-il de montrer aux travailleurs organisés qui étaient vraiment maîtres dans notre pays? C'était, prétend-on, pour combattre l'inflation. Je n'ai cessé de répéter que la politique du ministre est inhumaine.

Le ministre et ses amis aiment à parler de l'OCDE. Celle-ci n'accepte cependant pas le chômage massif comme arme ou instrument pour combattre l'inflation, et cela parce qu'il affaiblit la volonté de mener cette lutte à bonne fin. En dépit de tout ce que dit mon honorable ami d'en face au sujet de l'OCDE, aucun gouvernement de l'Ouest de l'Europe n'accepterait le taux de chômage que le gouvernement actuel a accepté depuis un an.

De surcroît, absolument rien ne prouve qu'un chômage aussi répandu soit de quelque façon nécessaire pour lutter efficacement contre l'inflation dans notre pays. Lorsqu'un gouvernement crée une récession et du chômage massif, il est inévitable, je le reconnais, que la hausse des prix ralentisse. Les citoyens du Canada ont cependant payé cher et, en plus, le gouvernement ne s'est pas attaqué aux causes fondamentales de l'inflation au Canada. Le gouvernement n'a prévu aucune défense contre l'inflation future dans ce pays. En fait, ses ramparts anti-inflationnistes sont totalement démantelés. La Commission des prix et des revenus a repris son statut de groupe d'étude et, ce faisant, a prononcé cet avertissement: à moins que les demandes d'augmentation de salaires ne se modèrent, il faut nous attendre à une inflation excessive, à un chômage considérable, ou à un contrôle

[L'hon. M. Stanfield.]

obligatoire des prix et des salaires. Voilà quelle fut l'annonce faite par la Commission des prix et des revenus en rentrant dans l'obscurité. En plus du chômage actuel et de nos autres difficultés, ce sont-là de lugubres perspectives.

• (3.30 p.m.)

La Commission admet également que les politiques fiscales et monétaires ne constituent pas en elles-mêmes les moyens appropriés pour juguler l'inflation. C'est également l'opinion de l'OCDE et il n'appartient pas au ministre des Finances ni à quiconque de prétendre qu'elles sont suffisantes.

Nous souffrons d'un chômage massif et d'un déficit budgétaire considérable. Le gouvernement n'a aucune idée sur la façon dont il enrayera l'inflation lorsque nous serons revenus au plein emploi, si ce n'est par un contrôle obligatoire. Selon le ministre, les principales armes de la lutte contre l'inflation doivent être monétaires et fiscales et des restrictions volontaires ne peuvent être efficaces qu'à court terme. Permettez-moi de lui dire deux choses: aucune politique monétaire et fiscale seule ne pourra réussir et même des contrôles ne seront efficaces que sur une courte période.

J'admets qu'aucun pays n'est parvenu à élaborer un programme satisfaisant de politique de modération volontaire des revenus. N'empêche que presque tous en reconnaissent la nécessité, comme le fait l'OCDE. Je crois que le gouvernement commence à se rendre compte que des restrictions volontaires doivent être fondées sur la collaboration et qu'aucun gouvernement ou agence gouvernementale ne peut les imposer. Ce genre de politique a de bien meilleures chances de réussite si elle est lancée à un moment où les pressions inflationnistes ne se font pas trop sentir.

Le gouvernement a tenté d'imposer une telle politique, et il l'a tenté alors que les pressions inflationnistes étaient très fortes. J'avais instamment préconisé une telle attitude à la Chambre dès 1967. Le gouvernement a retardé et lorsqu'il a fait sa tentative, il n'a pas réussi à obtenir la collaboration, et comme résultat, il a abandonné l'effort. Je dis en toute sincérité que si les pressions inflationnistes ont maintenant cessé et si le taux de l'inflation a maintenant diminué, c'est le moment pour le gouvernement d'agir plutôt que de renoncer à l'initiative. Il devrait redoubler ses efforts pour participer avec patrons et ouvriers à l'élaboration d'un programme de restrictions.

Ce n'est facile, mais le gouvernement devrait essayer. Je prétends aussi que des dégrèvements à ce moment auraient aidé à créer un climat approprié pour ce genre d'initiative au pays. Si, dans une période dépourvue de puissantes pressions inflationnistes, le gouvernement pouvait élaborer une structure de restrictions fondée sur la collaboration, alors les politiques fiscales et monétaires pourraient être utilisées pour empêcher la création et l'intensification de pressions excessives. Alors nous aurions une chance au Canada d'atteindre en même temps un niveau d'emploi satisfaisant et la stabilité. Au lieu de cela, le gouvernement y a renoncé. Il ne devrait